



PREFECTURE  
Direction des collectivités locales  
et des procédures publiques  
Bureau des enquêtes publiques  
et des installations classées  
AR

**ARRÊTÉ**  
**du 27 AVR. 2017**  
**portant mise en demeure à la société Holcim Haut-Rhin**  
**de respecter les prescriptions concernant l'exploitation de sa carrière d'Altkirch,**  
**au titre du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement**

**Le Préfet du Haut-Rhin**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur*  
*Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement et notamment son article L171-8-I,
- VU** les textes administratifs suivants :
- arrêté préfectoral n°89430 du 16 janvier 1989 (autorisation d'exploiter une carrière à la Société Ciments D'origny pour 30 ans ; achèvement des travaux de remise en état dans un délai de 6 mois après l'arrêt définitif d'exploitation),
  - arrêté préfectoral n°2007-249-9 du 6 septembre 2007 (prescriptions complémentaires modifiant ou complétant certaines prescriptions d'exploitation et codificatif ses prescriptions d'exploiter : échéance du droit d'exploiter au 16 janvier 2019 ; échéance de la remise en état au 16 juillet 2018 ; échéance du droit d'extraire au 16 avril 2018 ; modification du phasage d'exploitation ; garanties financières de remise en état ; ...),
  - arrêté préfectoral n°2010-188-7 du 7 juillet 2010 (prescriptions complémentaires : modification du parcellaire du site ; traitement et rejets des eaux de lavage carrosserie et ruissellement ; surveillance de la qualité des eaux souterraines ; garanties financières de remise en état), complété de la lettre préfectorale du 3 septembre 2010 pour substitution des plans annexés à l'arrêté du 7 juillet 2010 (erreur de plans),
  - déclaration d'antériorité pour la rubrique 2517 (stockage temporaire de déchets inertes – 60 000 m<sup>2</sup>) : plan d'exploitation mis à jour en 2013,
  - arrêté préfectoral n°2014-100-0016 du 10 avril 2014 (prescriptions complémentaires : surveillance de la qualité des eaux souterraines),
  - arrêté préfectoral du 7 juillet 2015 (autorisation de changement d'exploitant au profit de la Société Holcim Haut-Rhin).
- VU** la visite d'inspection du site de la carrière le 13 mars 2017,
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 28 mars 2017,
- CONSIDÉRANT** qu'aucun profil des pentes n'est réalisé par l'exploitant et annexé à son plan d'exploitation (article 17 de l'arrêté du 6 septembre 2007),
- CONSIDÉRANT** que pour l'année 2016 la fréquence de surveillance de la qualité des rejets en sortie du décanteur/déshuileur associé à l'aire de lavage de carrosserie et à l'aire de distribution de carburant n'est pas semestrielle (article 28-3 de l'arrêté du 6 septembre 2007),
- CONSIDÉRANT** que pour l'année 2016 la surveillance de la qualité des eaux souterraines n'est pas assurée sur tous les paramètres de surveillance imposés (article 4 – arrêté du 10 avril 2014),

**CONSIDÉRANT** que pour l'année 2016 les échéances de transmission de résultats de surveillance ne sont pas respectées (article 28-1 de l'arrêté du 6 septembre 2007 et article 8 de l'arrêté du 10 avril 2014),

**CONSIDÉRANT** que la zone d'entreposage temporaire de déchets et la méthode de récupération et élimination des égouttures et eaux de ruissellement ne sont pas conformes aux dispositions de l'article 21-2 de l'arrêté du 6 septembre 2007 et qu'il y a lieu que l'exploitant dépose un dossier technique de modification des conditions d'exploiter comme il est imposé à l'article 7 de l'arrêté du 6 septembre 2007,

**CONSIDÉRANT** que lorsqu'il est constaté le non-respect des prescriptions imposées, le préfet met en demeure l'exploitant de satisfaire aux prescriptions imposées dans un délai déterminé (article L171-8-1 du code de l'environnement),

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'exploitant de la Société Holcim Haut-Rhin, dont le siège social est 1 route de Thann – BP 21 – 68131 Altkirch Cedex, est mis en demeure de respecter les prescriptions des articles 7, 17, 28-1 et 28-3 de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 2007 complété et des articles 4 et 8 de l'arrêté du 10 avril 2014 susvisés, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants et qui s'appliquent à sa carrière d'Altkirch.

### **Article 2 :**

**Au plus tard le 30 juin 2017** conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 6 septembre 2007 complété susvisé, s'agissant de la réalisation des coupes et profils de talus qui doivent être annexés au plan d'exploitation :

*« Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.*

*Sur ce plan sont reportés :*

- les dates des levés,*
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,*
- les bords de la fouille,*
- les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,*
- les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,*
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique,*
- l'emplacement exact du bornage,*
- la position des dispositifs de clôture,*
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,*
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,*
- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,*
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,*
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,*
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation.».*

### **Article 3 :**

**Au plus tard le 30 juin 2017** conformément aux dispositions de l'article 28-3 de l'arrêté du 6 septembre 2007 complété susvisé, s'agissant de la fréquence de surveillance de la qualité des rejets en sortie du décanteur/déshuileur associé à l'aire de lavage de carrosserie/aire de distribution de carburant :

« La qualité des rejets du décanteur/séparateur d'hydrocarbure associé à l'aire de lavage des carrosseries d'engins et à l'aire de distribution de carburant, est contrôlée selon une fréquence **semestrielle** ; les analyses portant sur les paramètres définis aux articles 23.1 et 23.2 :

- les prélèvements et analyses sont effectués par un laboratoire agréé,
- l'échantillon à analyser est prélevé à la sortie du dispositif de traitement. ».

### **Article 4 :**

**Au plus tard le 30 juin 2017** conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 10 avril 2014 susvisé, s'agissant des paramètres de surveillance de la qualité des eaux souterraines :

« Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

(...)

Ouvrages	Fréquence	Paramètres
Pz 2 (04451X0251) Pz 4 (04451X0253) Pz 8 (04451X0257) Pz 9 (04451X0247)	Semestrielle	pH
		potentiel d'oxydo-réductio
		résistivité
		COT
		Hydrocarbures Totaux,
		COHV
		Fe, Al, As, Cr, Cu, Ni, Zn, Cd, Pb, Hg
		Cl <sup>-</sup> , SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup>
		(*) les substances pérennes issus de la campagne de mesures comparatives aval (pz2 et pz9) et amont (pz4 et pz8)

».

### **Article 5 :**

**Au plus tard le 15 juillet 2017** conformément aux dispositions de l'article 28-1 de l'arrêté du 6 septembre 2007 susvisé, s'agissant de la transmission des résultats de surveillance :

« Les résultats commentés de ces contrôles sont adressés (...) à l'inspection des installations classées »

### **Article 6 :**

**Au plus tard le 15 juillet 2017** conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 10 avril 2014 susvisé, s'agissant de la transmission des résultats de surveillance :

« L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses, accompagnés de commentaires, avant le 15 du mois qui suit chacun des quatre trimestres de l'année (soit le (...) 15 janvier et le 15 juillet pour une fréquence semestrielle). (...) ».

### **Article 7 :**

**Au plus tard le 30 juin 2017** conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 6 septembre 2007 susvisé, s'agissant des modifications des conditions d'exploiter la zone de stockage temporaire de déchets et de la nécessité d'adresser au préfet un dossier technique de demande de modifications :

« Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande

*d'autorisation, doit être portée (..) à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. (...)* ».

**Article 8 :**

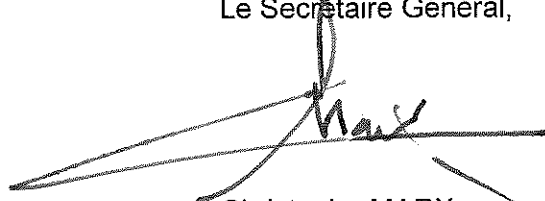
Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 9 :**

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société Holcim Haut-Rhin.

Fait à COLMAR, le 27 AVR. 2017

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Christophe MARX

**Délais et voies de recours**

(article R 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)  
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.